Ni la répression ni les mensonges d'Etat ne nous feront reculer !

Bulletin du NPA Poste - 6 mai 2019

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

A partir du 9 mai, luttons et frappons ensemble pour gagner contre Macron !

Le contre-feu allumé par le gouvernement autour de la prétendue « attaque » de l'hôpital de la Salpétrière à Paris pour tenter de cacher le succès des manifestations du 1er mai un peu partout dans le pays n'aura pas duré plus de 24 heures. C'est le temps qu'il a fallu pour que Castaner et Buzyn fassent du rétropédalage après leurs gros mensonges. Non, aucun manifestantE n'a attaqué délibérément un service de réanimation. Par contre une vingtaine de personnes qui s'étaient réfugiées dans la cour de l'hôpital pour échapper aux gaz lacrymogènes ont été placées en garde en vue sans raison... avant d'être relâchées pour la quasi-totalité d'entre elles sans poursuite. Par contre les enquêteurs de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) ont dû ouvrir plusieurs enquêtes tellement la violence policière qui s'est abattue sur les manifestants à Paris a fini par crever les écrans de grands médias. **On a pu voir ainsi, grâce aux vidéos prises par des manifestantEs, un CRS lançant... un pavé, un policier giflant un manifestant, une matraque introduite dans le pantalon d'un autre manifestant.**

Un an après l'affaire Benalla, c'est une nouvelle affaire dans laquelle le gouvernement est pris en train de mentir effrontément et par la bouche même du premier flic de France, Castaner, chef d'orchestre de la violence d'Etat. Castaner dégage ! Et avec lui les LBD et les grenades de désencerclement !

A la violence d'Etat et à la violence sociale, répondons par notre arme : la grève

Jeudi, l'ensemble des salariéEs de la Fonction Publique sont appelés à faire grève par de nombreuses organisations syndicales, y compris par celles qui ont depuis des années accompagné toutes les contre-réformes gouvernementales visant à casser les services publics et à détériorer les conditions de travail des fonctionnaires. C'est dire si l'heure est grave ! Oui, il faut faire échec au projet de Macron et de son ministre Dussopt qui va casser tous les statuts des salariéEs du public comme la loi Travail l'a fait pour les salariéEs du privé. Oui, il faut faire échec à Blanquer le ministre de l'éducation qui veut encore aggraver les conditions d'étude des élèves en sabordant définitivement l'école publique de la maternelle à l'Université. Oui, il faut faire échec à Buzyn qui veut encore plus rentabiliser les services de santé... La liste est longue parce qu'en fait c'est l'ensemble de la politique du gouvernement qu'il faut stopper ! Et aussi ses donneurs d'ordre, les grands patrons, ceux du CAC 40 et des multinationales, qui se gavent de profits pendant qu'on tire la langue avec nos salaires et nos retraites de misère !

Alors oui, si l'heure est grave, il ne faut plus tergiverser comme le font les directions syndicales depuis des lustres. On ne peut plus se contenter d'une journée de grève tous les six mois. Après plus de cinq mois de mobilisation des Gilets Jaunes, alors que de nombreuses luttes se développent dans plusieurs secteurs des services publics, notamment la santé et l'éducation, que les mobilisations contre le dérèglement climatique prennent de l'ampleur, que des grèves acharnées ont lieu de manière isolée, il est plus que temps d'unir toutes les colères pour frapper ensemble, pour être enfin efficaces !

Toutes et tous ensemble, ouais !

Le 9 mai c'est en fait partout qu'il faudrait se mettre en grève ce jour-là et les jours suivants. C'est ce que défendent déjà de nombreux syndicalistes d'entreprises privées, comme McDonald's ou Free, aux côtés des postiers et postières du 92 en grève depuis plus d'un an ! A partir du 9 mai, public, privé, jeunes, lycéens et étudiants, tous en grève et dans la rue ! Nous tous et toutes pouvons œuvrer à la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une riposte générale capable de tout bloquer.

Dans notre histoire, ce sont les grèves générales qui ont permis de faire des bonds en avant pour nos droits : congés payés, liberté d'expression dans les entreprises, hausse de salaires... car les patrons et les gouvernements craignaient de perdre bien plus que ça !

Grèves en série à la Poste : qu'est-ce qu'on attend pour s'y mettre tous ensemble ?

Ces dernières semaines, les grèves se sont multipliées à la Poste. Ainsi, à **Amboise (Indre et Loire)** les postier-e-s entament leur troisième semaine de grève consécutive, contre les tournées sacoche et la dégradation des conditions de travail que cela entraîne. A **Yzeure (Allier)** également, les salariés sont en grève depuis le 2 mai contre une nouvelle réorganisation. Un cadre de la Poste a d'ailleurs agressé une militante CGT, fonçant sur elle avec sa voiture. A **Saint-Etienne**, le 2 mai, grève à l'appel d'une large intersyndicale contre la méridienne et les nouveaux services. Dans les jours précédents, des grèves avaient eu lieu le 29 avril à **Muzillac, dans le Morbihan, et le 21 avril à Toulouse, au Mirail**. A **Castanet (Haute-Garonne)** les postier-e-s sont toujours en grève depuis le 6 avril. Enfin, **les postier-e-s d'Ille et Vilaine** sont de nouveau appelés à une grève départementale le 17 mai par une intersyndicale CGT - CFDT - FO - SUD, contre les îlots et la méridienne. Sans parler, bien évidemment, de la grève dans les Hauts de Seine. Tout cela montre qu'il existe de réelles potentialités dans le secteur et que nous devons construire cette grève nationale qui mettra enfin un terme à tous les projets destructeurs de La Poste !

Soutenez la grève des postier-e-s des Hauts-de-Seine !

Il y a maintenant plus de treize mois, le 26 mars 2018, 150 postier-e-s des Hauts de Seine entamaient un mouvement de grève reconductible. La direction de la Poste a mis tous les moyens pour tenter d'écraser cette grève : vigiles, police, convocs au tribunal... Elle veut en finir avec une équipe syndicale combative. Mais les grévistes ont tenu bon, et cela notamment grâce au soutien dont a bénéficié la grève, particulièrement le soutien financier. Les actions entreprises ces derniers jours par les grévistes, notamment une nouvelle occupation du siège de la Banque Postale en lien avec des Gilets Jaunes, a permis de mettre la boîte en difficulté. **La victoire des grévistes est possible. Mais pour cela, ils et elles ont plus que jamais besoin de notre soutien financier.** Car après plus de 400 jours de grève, avec des paies à 0 euros, les collègues se trouvent dans des situations financières extrêmement difficiles. Il est donc très important pour le succès de la grève de contribuer à la caisse de grève. Une victoire des postiers et postières du 92 serait assurément un énorme coup à la boîte, qui permettrait de donner confiance à toutes celles et ceux qui veulent se battre dans le secteur.

Pour verser en ligne : https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66?fbclid=IwAR374BsSSlOpbivBUaBahRTcLrPbqDm1k2HR-AwNlemPeq3LxMp-0_JZ-c

Ou par chèque : à l'ordre de Sud Poste 92, mention solidarités grévistes, à envoyer à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes.

Vous pouvez également venir aux soirées festives qu'ils organisent tous les samedis à la Galerie Treize, 24 rue Moret à Paris 11ème (métro : Ménilmontant). A de ces fêtes, tous les bénéfices vont à la caisse de grève, et ces moments conviviaux sont aussi l'occasion d'échanger sur les luttes en cours et sur nos conditions de travail.

MOBIVIA

C'est le nouveau service commercialisé par La Poste. **Il s'agit de transporter des pièces automobiles d'un garage à un autre. Ces pièces peuvent peser jusqu'à 21 kgs** et le service devra être assuré par les chauffeurs ! La Poste rappelle souvent aux agents que les sacs de dépôts ne doivent pas dépasser 15 kgs, mais ne recule devant rien quand il s'agit de ces nouveaux services...

Procès de la sous-traitance au TGI Nanterre le 13 mai !

7 ans après le décès de notre collègue sous-traitant de l' ACP Issy-les Moulineaux, Seydou Bagaga, suite à un accident du travail le 15 décembre 2012 alors qu'il n'était pas déclaré, la Poste est renvoyée devant le TGI de Nanterre pour prêt illicite de main d'oeuvre et délit de marchandage. Durant 7 ans La Poste a fait comme si de rien n'était en déclarant recourir à la sous-traitance de « *manière stable et limitée* ». Au colis, cette pratique s'est généralisée, ainsi en Ile de France plus de 4 colis sur 5 sont distribués par la sous-traitance. **Soyons massivement présents lundi 13 mai à 12h00 devant le TGI Nanterre (RER A : Nanterre préfecture) pour soutenir la famille de Seydou Bagaga et faire le procès de la sous-traitance à La Poste !**

Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste